



**PRÉFÈTE
DE L'AIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de la
protection des populations de l'Ain**

Service Protection de l'Environnement
9 rue de la Grenouillère
01012 Bourg-en-Bresse Cédex

Bourg-en-Bresse, le 14/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BRESSOR SA

185 route de Pont de Veyle - B.P.8
01290 Grièges

Références : DDPP01 2024 - 02275
Code AIOT : 0050100364

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/06/2024 dans l'établissement BRESSOR SA implanté 185 route de Pont de Veyle - B.P.8 - 01290 Grièges. L'inspection a été annoncée le 22/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRESSOR SA
- 185 route de Pont de Veyle B.P.8 01290 Grièges
- Code AIOT : 0050100364
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site exerce une activité de traitement du lait et transformation fromagère de type fromage frais. Il a été autorisé par un arrêté préfectoral du 19 octobre 2023. Il est classé principalement dans la rubrique IED n°3642 pour une capacité de production maximum de 200 tonnes de produits finis par jour. Le site dispose d'une station d'épuration autorisée au titre de la rubrique n°2752, pour traiter ses propres effluents et ceux également de la commune de Grièges.

La visite fait suite à la signature récente de l'arrêté préfectoral d'autorisation (APA). Elle est également réalisée dans le cadre d'une action nationale 2024 sur les PFAS.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS
- APA du 19/10/2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Équipements abandonnés	Arrêté Préfectoral du 19/10/2023, article 1.4.2	Demande d'action corrective	2 mois
3	origine et approvisionnement en eau	Arrêté Préfectoral du 19/10/2023, article 3.1.1	Demande d'action corrective	1 mois
4	Usages de l'eau	Arrêté Préfectoral du	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	selon son origine	19/10/2023, article 3.1.2		
7	Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 19/10/2023, article 3.3.2	Demande d'action corrective	6 mois
9	Niveaux limites de bruit en limite d'exploitation et émergences	Arrêté Préfectoral du 19/10/2023, article 4.1.1	Demande d'action corrective	1 mois
10	Dispositifs de rétention et de confinement des déversements	Arrêté Préfectoral du 19/10/2023, article 5.1.4	Demande d'action corrective	1 mois
11	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 19/10/2023, article 5.2.1	Demande d'action corrective	3 mois
12	Rubrique n°1510	Arrêté Préfectoral du 19/10/2023, article 7.1	Demande d'action corrective	3 mois
13	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Activités	Arrêté Préfectoral du 19/10/2023, article chapitre 1.2	Sans objet
5	Gestion des réseaux et points de collecte	Arrêté Préfectoral du 19/10/2023, article 3.2.1	Sans objet
6	Station d'épuration	Arrêté Préfectoral du 19/10/2023, article 3.2.2	Sans objet
8	Valeurs limites d'émission des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 19/10/2023, article 3.3.3	Sans objet
14	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
15	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
16	Exigences pour les prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
17	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
18	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant l'action nationale PFAS, les analyses ont été réalisées sur les points de rejets aqueux du site conformément à l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. L'exploitant a par ailleurs complété ses investigations par des analyses sur l'eau du réseau et l'eau du forage, des analyses sur les usées de la commune en entrée de station (STEP) et des analyses en entrée de STEP. Il est recommandé à l'exploitant de compléter ses résultats par des analyses sur les boues de la STEP destinées à l'épandage.

La visite a également permis de faire un point sur l'état d'avancement des différents projets pour lesquels le site doit se mettre en conformité. Les travaux portent principalement sur l'extension du réseau d'eau potable à l'ensemble du site, la mise en conformité de la défense incendie, la création d'une zone de rétention des eaux d'incendie et une mise en conformité des émissions sonores produites par le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Activités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2023, article chapitre 1.2			
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques			
Prescription contrôlée :			
Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :			
Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Quantité autorisée	Régime (*)
3642-3a	Traitement et transformation, de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux : 3. Matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour : a) Supérieure à 75 tonnes.	200 t/jour	A
2752	Station d'épuration mixte Capacité nominale de traitement d'au moins 10 000 équivalents habitants (EH) lorsque la charge des eaux résiduaires en provenance d'installations classées autorisées est supérieure à 70 % de la capacité de la station en DCO.	28 000 EH	A
4130-2a	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 tonnes.	24,3 t.	A
1510-2b	Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts : 2. Le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³ .	200 000 m ³	E
2910 A-2	Installations de combustion : La puissance thermique nominale totale de l'installation est : 2. Supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW.	- Chaudières au gaz naturel : 6,8 MW et 6,34 MW - Motopompe du	DC

		sprinklage : 175 kW Total : 13,3 MW	
2921-1b	Refroidissement évaporatif 1 - Installations de refroidissement par dispersion dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW.	2 installations : - 1359 kW - 1617 Kw Total : 2 976 kW	DC
2925-1	Ateliers de charge d'accumulateurs électriques Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	64,5 KW	D
4734-2c	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution (..) La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant : 2 Pour les autres stockages : c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	341 t. de fuel	DC
4735-1b	Ammoniac La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant: 1 - Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg : b) Supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 1,5 t	1000 kg	DC

Constats :

Pas d'évolution dans les différentes activités du site depuis le dépôt du dossier d'autorisation fin 2022.

Les tonnages de 2023 ont été les suivants :

- fromages : 7468 tonnes
- crèmes : 980 m³
- lait : 5353 m³
- lait écrémé liquide : 5338 m³
- Sérum : 17 424 m³

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Équipements abandonnés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2023, article 1.4.2
Thème(s) : Autre, Forage
Prescription contrôlée : L'exploitant respecte l'article 64 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010. Les canalisations d'eau non utilisées issues des forages sont démontées.
Constats :

Vu l'ancien forage dans un local fermé. Les canalisations ne sont pas démontées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Démonter les canalisations et mettre en sécurité les abords proches du forage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : origine et approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2023, article 3.1.1				
Thème(s) : Autre, Consommations d'eau				
Prescription contrôlée :				
Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :				
Origine de la ressource	Prélèvement maximal Journalier (m3/j)	Prélèvement maximal horaire (m3/h)	Prélèvement maximal annuel (m3/an) Avant le 30 juin 2025	Prélèvement maximal annuel (m3/an) Après le 30 juin 2025
Eau souterraine issue du nouveau puits	852	200	385000	255000
Réseau d'eau public	390	20	15000	145000
Le Syndicat des Eaux Bresse Dombes Saône peut autoriser jusqu'à 180 000 m ³ par an.				
L'utilisation de ce volume requiert l'autorisation préalable du service des installations classées.				
Deux puits sont présents sur le site : le nouveau puits et un ancien puits. Ils ne sont pas autorisés au titre du code de la Santé Publique. L'ancien puits est à l'arrêt et n'est pas comblé.				
En dehors des périodes d'exploitation et en cas de délaissement provisoire, les installations et ouvrages de prélèvement sont soigneusement fermés ou mis hors service afin d'éviter tout mélange ou pollution des eaux par la mise en communication des eaux de surface et notamment de ruissellement. Les carburants nécessaires au pompage et autres produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux sont évacués du site ou confinés dans un local étanche. Il s'assure de l'entretien régulier des forages, puits, ouvrages souterrains et ouvrages et installations de surface utilisés pour les prélèvements de manière à garantir la protection de la ressource en eau superficielle et souterraine.				
Constats :				
En 2023, la consommation d'eau a été de 304 421 m ³ pour l'eau de forage et de 8 515 m ³ pour l'eau du réseau d'eau potable. La consommation globale d'eau de 2023 a baissé de 15 à 16 % par rapport à la consommation de 2022. En 2024, la consommation a baissé de 10 % par rapport à la même période de 2023. Une vingtaine de compteurs sont présents sur le site (un seul pour la partie eau potable). Un PSH				

est en construction. Vu les dispositifs de fonctionnement de l'ancien puits à l'arrêt, les écrans sont éteints. Vu les pompes en place au niveau de l'ancien puits.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Démonter les pompes de relevage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : origine et approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2023, article 3.1.2
Thème(s) : Autre, Usage de l'eau
Prescription contrôlée : Les usages de l'eau au niveau des procédés agroalimentaires sont définis selon l'origine de la ressource en eau : <u>Eau issue du forage :</u> <ul style="list-style-type: none"> • les lavages et rinçages intermédiaires des machines et installations, • la production d'énergie (TAR..), • les nettoyages extérieurs du process. <u>Eau issue du réseau public pour tous les autres usages dont :</u> <ul style="list-style-type: none"> • les opérations ayant un contact direct avec les aliments et notamment pour les rinçages finaux des machines et installations, • comme ingrédients dans les procédés de fabrication. L'eau de boissons, les douches et les lavabos utilisés par le personnel sont alimentés par l'eau du réseau public. La mise en conformité du site au regard des différents usages de l'eau sera terminée au 30 juin 2025.
Constats : Projet d'extension du double réseau : <ul style="list-style-type: none"> - Reconnu comme un projet majeur au niveau du groupe Savencia - Étude « process » finalisée, la consultation des entreprises pourra ensuite commencer - Maîtrise d'œuvre génie civil (GC), pour l'installation des tanks de stockage, en cours de validation - Demande d'investissements pour la partie « process » prévue fin du 1^{er} semestre 2025 et en automne 2025 probablement pour la partie GC. Les délais prescrits ne seront pas respectés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre un nouvel échéancier pour chacune des étapes du projet d'extension du réseau d'eau potable.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Gestion des réseaux et points de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2023, article 3.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejets

Prescription contrôlée :

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

les eaux usées industrielles,

les eaux usées sanitaires,

les eaux issues des TAR,

les eaux pluviales susceptibles d'être polluées des aires de dépotage du lait, du sérum et des tanks de stockage de soude et acide nitrique collectés par des regards dits « mixtes »,

les eaux pluviales provenant du parking du personnel,

les eaux pluviales issues des toitures,

les eaux de constitution du lait en provenance de l'atelier concentration (condensats)

les eaux de refroidissement.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur	N°1 - Sortie STEP
Nature des effluents	Eaux usées industrielles Eaux sanitaires Eaux issues des TAR Eaux issues des regards mixtes
Débit maximal journalier (m3/j)	1800 m3/jour
Exutoire du rejet	Milieu récepteur : La petite Veyle (en aval de la confluence avec le Guiron)
Traitement avant rejet	Station d'épuration du site
Autre rejet traité par la station d'épuration	Effluents de la commune (arrivée dans le poste de relevage sur l'usine)

Point de rejet vers le milieu récepteur	N°2 - Eaux non susceptibles d'être polluées
Nature des effluents	Eaux pluviales traitées issues du parking du personnel Eaux pluviales des toitures Condensats Eaux de refroidissement
Exutoire du rejet	Milieu récepteur : Le Guiron
Traitement avant rejet	Déshuileur - décanteur (pour les eaux pluviales issues du parking du personnel)
Milieu récepteur	La Petite Veyle

Constats :

Vu le point de rejet N2 situé au nord du site vers la cuve de sprinklage.

Vu le canal de mesure enterré et recouvert d'une grille de protection, les dispositifs de

<p>prélèvement et de mesures.</p> <p>Vu également l'arrivée des eaux usées de la commune de Grièges et les dispositifs de suivi des rejets, réservés à la commune.</p> <p>Vu les pompes de relevage permettant d'envoyer les effluents vers la station d'épuration.</p> <p>Vu le fossé permettant de diriger les eaux issues de N2 vers le GUIRON ; celui-ci est envahi par la végétation actuellement.</p> <p>Vu le canal de mesure du point de rejet N1 après traitement par la station d'épuration, le rejet apparaît clair.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Station d'épuration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2023, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La station d'épuration mixte de Grièges a une capacité nominale de 28 000 équivalents habitants (EH). Sa capacité hydraulique théorique maximale de traitement est de 2000 m3/jour.</p> <p>Cet ouvrage traite également une partie des effluents de la commune de Grièges se déversant dans le puits de relevage. Une convention est établie entre la commune et l'exploitant.</p> <p>L'installation est de type boues activées et se compose des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> un puits de relevage équipés de deux pompes de relevage, un dégrilleur, un dégraisseur, dessableur de 60 m³, un chenal d'aération de 6000 m³ équipé de 3 ponts- brosses, un clarificateur de 380 m², une table d'égouttage pour les boues, 1 silo de 600 m³ et 1 silo avec agitateur de 1620 m³, soit 2 220 m³. <p>Un canal de mesure est aménagé pour permettre l'autosurveillance avant rejet dans le milieu naturel.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu le dégrilleur, le dessableur et le dégraisseur ;</p> <p>Vu des boues en attente d'évacuation contre le dégraisseur ;</p> <p>Vu le chenal d'aération et les ponts-brosse en fonctionnement ;</p> <p>Vu le clarificateur avant rejet du surnageant dans le canal de mesure ; l'évacuation dans le milieu naturel était cachée par la végétation le jour de la visite ;</p> <p>Vu le stockage de chlorure ferrique ;</p> <p>Vu le silo principal de stockage des boues.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2023, article 3.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, VLE avant rejet dans le milieu naturel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les valeurs limites d'émissions prescrites permettent le respect, dans le milieu hors zone de</p>

mélange, des **normes de qualité environnementales définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé, complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé**, et le cas échéant par les dispositions du SDAGE ou du SAGE.

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (en sortie de station) avant rejet dans la Petite Veyle.

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

(*) La VLE et la surveillance portent soit sur la DCO, soit sur le COT, sous réserve de la démonstration au cas par cas par l'exploitant de la corrélation DCO/COT. Le paramètre COT est l'option privilégiée car la surveillance du COT n'implique pas l'utilisation de composés très toxiques.

(**) Période d'étiage : du 1er mai au 30 septembre.

Les eaux rejetées respectent également les valeurs du Contrat de Rivière de La Veyle.

Constats :

Vu les bilans 2023 et 2024 dans l'outil de transmission GIDAF.

Pour 2023, des dépassements constatés pour les paramètres azote et phosphore en concentration et/ou en flux sur 8 mois sur 12 mois de l'année avec ponctuellement des dépassements dépassant deux fois la valeur limite. Une amélioration est à noter en fin d'année.

Des pannes/dysfonctionnements ont été identifiés comme à l'origine de ces dépassements (aération, injection de chlorure ferrique, pont-brosse, ..). Des mesures correctives ont été apportées.

Pour 2024, aucun dépassement n'a été constaté sauf au mois de mai pour le paramètre azote (1 seul dépassement).

Pour 2023 et 2024, le débit maximum journalier autorisé est fréquemment dépassé même en 2023 où la période n'était pas pluvieuse.

Un Schéma Directeur d'Assainissement est à l'étude sur la commune de Grièges afin de réduire les volumes d'eau se déversant dans la STEP ; l'exploitant déclare ne pas avoir de nouvelles sur ce projet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre un échéancier de mise en conformité afin de respecter le débit maximum journalier pour la station d'épuration.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Valeurs limites d'émission des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2023, article 3.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, VLE eaux pluviales

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux non susceptibles d'être polluées dans le milieu récepteur, les valeurs limites suivantes :

Point de rejet n°2 :

Paramètre	Concentration
Débit	-
pH	-
DCO	125 mg/l
MEST	35 mg/l
DBO5	30 mg/l
Phosphore total	-
Azote K.	-
NO2, NO3	-
Hydrocarbures totaux	10 mg/l
Constats : Les résultats apparaissent globalement conformes. Les résultats non conformes très ponctuellement en novembre et décembre 2023 étaient dus à une montée du Guiron dans le canal de mesure.	
Type de suites proposées : Sans suite	

N° 9 : Niveaux limites de bruit en limite d'exploitation et émergences

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2023, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Étude de bruit
Prescription contrôlée : L'exploitant respecte les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitant réalise des aménagements et des travaux permettant une mise en conformité des émissions sonores en ZER et une nouvelle étude sonométrique dans un délai de 9 mois après la signature de l'arrêté d'autorisation. Il tient informé l'inspection des installations classées des investigations et travaux qui seront engagés dans un délai de 3 mois après la signature de l'arrêté d'autorisation. L'exploitant met en place un plan de gestion du bruit conformément aux MTD 1 et MTD 13 du BREF FDM avec une surveillance bimestrielle et un plan d'actions si nécessaire.
Constats : L'exploitant déclare avoir mis les mesures suivantes en place : - fermeture des portes sur la façade concernée et déplacement de bennes de déchets - arrêt du moteur des camions dès que possible. Le projet de changement d'équipements et le déplacement de certains équipements est engagé. Le suivi des émissions sonores dans le cadre du plan de gestion du bruit n'a pas été mis en place ; les fiches de suivi ne sont pas remplies conformément aux engagements décrits dans le dossier d'autorisation et dans le dossier de réexamen du Bref FDM.

Les plaintes ne sont pas formalisées dans le cadre d'un registre des plaintes.
Les échéances prescrites ne sont pas respectées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Transmettre un échéancier précis du projet de mise en conformité des émissions sonores. Mettre en place (sans délai) la surveillance des émissions sonores. Formaliser (sans délai) le registre des plaintes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Dispositifs de rétention et de confinement des déversements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2023, article 5.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de confinement
Prescription contrôlée :
<p>Le volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction est de 3007 m³. Ce volume doit être disponible en tout temps.</p> <p>Les eaux d'incendie sont confinées dans les zones suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une zone décaissée de 900 m² entre les bâtiments D et E, - une zone de vide sanitaire sous les 2 bâtiments d'environ 800 m². <p>L'exploitant fait valider le dispositif de confinement par le SDIS dans un délai de 3 mois après la signature de cet arrêté. Le dispositif permet le maintien au sec de la voie utilisable par les services d'incendie et de secours et ne dépasse pas une hauteur d'eau supérieure à 20 cm dans les zones de rétention accessibles au secours. L'exploitant est aussi en mesure de justifier de l'étanchéité de ces zones.</p> <p>Le site est équipé dans un délai maximal de 6 mois suivant la date de signature du présent l'arrêté préfectoral :</p> <p>d'un dispositif d'obturation des eaux pluviales, des moyens de collecte des eaux d'extinction.</p> <p>L'exploitant respecte les prescriptions applicables des articles 25 et 26 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié ou les arrêtés ministériels sectoriels concernant les dispositifs de rétentions et de confinement.</p>
Constats :
<p>L'exploitant fait part de diverses réunions réalisées en présence du SDIS en novembre 2023 et février/mars 2024, le SDIS n'ayant pas validé le projet de confinement des eaux d'incendie présenté dans le dossier d'autorisation.</p> <p>Une nouvelle prestation avec GES a été chiffrée pour la réalisation d'études concernant le confinement des eaux d'incendie. Le devis a été validé le 06 juin 2024. Ces études seront préalablement validées par le SDIS.</p> <p>Vu le dispositif d'obturation des eaux pluviales installé au niveau du point de rejet N2 ainsi qu'une procédure d'utilisation du dispositif.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre l'avis du SDIS sur le projet initialement proposé en interne, pour le confinement des eaux d'incendie.

Transmettre un échéancier précis de réalisation du dispositif de confinement des eaux d'incendie dans le cadre du nouveau projet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2023, article 5.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Réserve souple

Prescription contrôlée :

Le volume nécessaire à la défense incendie extérieure est de 1800 m³ pour deux heures.

Conformément à l'instruction technique permanente prévision n°7 (IPPRS7), l'étude spécifique menée par le service prévision du SDIS a montré que la capacité de mobilisation sur le secteur est possible.

L'ensemble des moyens de défense incendie est présenté dans un schéma de couverture des risques incendie au plus tard **dans un délai de 3 mois** suivant la date de signature du présent arrêté, pour validation par le SDIS. Ce schéma comprend les différents moyens de défense avec leur volume/débit, leur identification et leur emplacement.

L'exploitant dispose des moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et précisés ci-après :

2 sorties au niveau du puits pour le raccordement du SDIS, le débit retenu est de 2 fois 60 m³/h soit 120 m³/h. Le dispositif est réceptionné par le SDIS dans **un délai 3 mois suivant la date de signature de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.**

2 réducteurs de pression portables pour un poteau incendie surpressé, le débit retenu est de 120 m³/h. Le dispositif est réceptionné par le SDIS dans **un délai 3 mois suivant la date de signature de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.**

3 bornes incendies publiques cumulant en simultanée un débit de 131 m³/h (relevés de la Société Pinel du 19 janvier 2022) :

- bouche incendie n°019 (DN 100), situé route de Pont de Veyle/angle rue du stade à 50 mètres environ de l'entrée du site (débit supérieur à 60 m³/h),

- poteau incendie n° 038 (DN 100), situé route de Mâcon à 50 mètres environ de l'entrée arrière du site (débit supérieur à 60 m³/h),

- le poteau incendie n° 018 (DN 100) situé rue des Clavières/angle de la route de Pont de Veyle à 200 mètres environ de l'entrée du site (débit supérieur à 60 m³/h).

une réserve souple pour compléter le volume à 1 800 m³. L'exploitant fait réceptionner par le SDIS le dispositif dans **un délai de 6 mois suivant la date de signature de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.**

Un système d'extinction automatique d'incendie équipe notamment le bâtiment C et le local technique du sprinklage. Il est adapté aux produits présents. Le volume de la réserve d'eau associé est de 1 000 m³.

L'exploitant respecte les prescriptions permanentes précisées dans les avis du SDIS susvisés.

Constats :

Les deux sorties déjà existantes au niveau du puits et les deux réducteurs de pression ont été validés par le SDIS par mail du 15/11/2023. Le courrier d'enregistrement des PEIN n°179-151 et PEIN n°179-044 par le SDIS a été transmis le 13 juin 2024.

Vu l'avis favorable du SDIS du 07 mars 2024 sur le projet d'implantation d'une réserve souple incendie de 800 m³. Le chiffrage de la réserve équipée des sorties adaptées est en cours. Elle sera située entre les bâtiments D et E. Le volume de la réserve ne permet pas d'obtenir un volume suffisant.

Afin de compléter le volume de 1800 m³ nécessaires, deux nouvelles sorties seront installées sur le « nouveau » puits. Les débits prévus seront de 60 m³/h ajoutant ainsi un volume complémentaire de 240 m³ pour deux heures.

Le schéma de couverture des risques incendie est en cours de réalisation mais ne pourra être réalisé qu'après finalisation des différents projets en cours.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Installer la réserve incendie de 800 m³ et les deux nouvelles sorties au niveau du puits et les faire réceptionner par le SDIS.

Terminer le schéma de couverture des risques incendie tel que défini dans l'APA, le faire valider par le SDIS avant de le transmettre à nos services.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Rubrique n°1510

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2023, article 7.1

Thème(s) : Risques accidentels, Etude des flux thermiques

Prescription contrôlée :

Le site de BRESSOR est constitué d'un seul IPD comprenant les bâtiments A, AA, B, BX, C et D, d'un volume d'environ 200 000 m³.

Le site est soumis aux annexes VII et VIII de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique n°1510.

L'annexe VII définit les prescriptions applicables en lieu et place des dispositions correspondantes de l'annexe II.

L'exploitant transmet le résultat de l'étude de flux thermiques prévue à l'article 2 de l'annexe VIII et les mesures prises en cas d'effets thermiques supérieurs à 8 kW/m² en limite de site **dans les 6 mois suivant la signature de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale.**

Constats :

L'étude n'a pas été réalisée.

Le devis pour la prestation d'étude des « flux thermiques » a été validé le 06 juin 2024.

Le prestataire retenu est GES.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre le rapport de l'étude des flux thermiques ainsi que les suites éventuelles données.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
Constats : <p>Les fiches de données de sécurité n'ont pas été utilisées pour établir la liste des PFAS mais les trois fournisseurs de produits de nettoyage et désinfection ont sollicités ; deux ont répondu.</p> <ul style="list-style-type: none">- Rersia le 24 mai 2023 - Absence de PFAS- Ecolab le 16 mars 2022 – Absence de PFAS- Brenntag n'a pas donné suite à la demande de Bressor. <p>Concernant les équipements, ceux-ci sont principalement en inox et les fromages sont injectés directement dans leur conditionnement donc pas de moules en plastique. Les fournisseurs d'équipements n'ont donc pas été sollicités.</p> <p>Dans cette étude, il n'a pas été tenu compte des produits non en contact avec les eaux de nettoyages.</p> <p>Les analyses ont été lancées sans la réponse du dernier fournisseur de produits.</p> <p>Lors de la première campagne d'analyses sur les points de rejets N1 et N2 du site, les AOF et les 20 PFAS obligatoires ont été recherchés ainsi que les 8 PFAS complémentaires cités dans l'article 3 point 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.</p> <p>Pour les deux campagnes suivantes et en l'absence de résultats positifs pour la liste complémentaire, seuls les 20 PFAS et les AOF ont été recherchés.</p> <p>Des analyses ont été également réalisées sur l'eau de forage, l'eau du réseau et les eaux de la commune et de Bressor en entrée de STEP.</p> <p>Sur les rejets de la commune, les résultats en AOF exprimés en flux apparaissent particulièrement élevés et mettent en évidence la présence de PFPeA sans mise en évidence de PFBA sur les 3 campagnes.</p> <ul style="list-style-type: none">- Les résultats « eaux Bressor et commune en entrée STEP » ne mettent en évidence ni PFPeA, ni PFBA sur les 3 campagnes.- En sortie STEP, lors de la première campagne uniquement des PFPeA et des PFBA sont mis en évidence.- L'analyse sur l'eau de forage ne met en évidence ni AOF, ni PFAS ; celle de l'eau du réseau met en évidence une faible quantité d'AOF uniquement. <p>Pour les PFAS identifiés, le flux ne dépasse pas les 1g/jour.</p> <p>À noter, l'absence de PFOA, PFOS, PFNA, PFDA et PFHpA qui font l'objet d'une classification harmonisée au niveau du règlement CLP et d'une mention de danger pour la santé humaine. Il n'a pas été identifié également de PFAS faisant l'objet d'une vigilance particulière par EFSA.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
- Transmettre la réponse du fournisseur de produits de nettoyage Brenntag et mettre à jour la liste des PFAS si besoin.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
Constats : Les campagnes d'analyses ont été réalisées sur tous les points de rejet du site soit N1 pour les eaux résiduelles et N2 pour les eaux pluviales. Les campagnes ont été réalisées aux dates suivantes : - 06/11/2023 - 11/12/2023 - 08/01/2024 La première campagne a été réalisée dans les six mois à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 conformément à l'article du 4 II (rubrique n°2752).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
Prescription contrôlée : Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : Les trois campagnes d'analyses ont été réalisées par le laboratoire CERECO. Celui-ci a réalisé le prélèvement sous Le référentiel FD T90-523-2. L'analyse des 20 PFAS obligatoires a été sous traitée à AGROLAB /AI – West. Le laboratoire est accrédité selon la norme EN ISO/IEC 17025:2017 (n° d'enregistrement L005) pour

la matrice eaux résiduelles pour les 20 PFAS obligatoires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Exigences pour le prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
Prescription contrôlée : Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.
Constats : Les prélèvements ont tous été réalisés sur une durée de 24 heures. et sur une période de fonctionnement normal du site (le lundi pour les 3 campagnes)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification
Prescription contrôlée : Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.
Constats : Pour les AOF, la limite de quantification est respectée pour l'ensemble des campagnes hormis pour la campagne 1 pour N2 où la limite de quantification est de 20 ug/l (incertitude de 23%) au lieu de 2 ug/l. Pour les PFAS, la limite de quantification de 100 ng/l est respectée pour l'ensemble des campagnes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
--

Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF

Prescription contrôlée :

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

Constats :

Les résultats des 3 campagnes pour chacun des points de rejet N1 et N2 ont été transmis dans GIDAF.

Les accréditations et les méthodes sont mentionnées sur les rapports d'analyses.

Les « blancs » du dispositif d'échantillonnage n'ont cependant pas été réalisés par le laboratoire CERECO.

Type de suites proposées : Sans suite